



**Programme des  
Nations Unies  
pour l'environnement**

Distr. : Générale  
24 mai 2004

Français  
Original : Anglais



**Groupe de travail à composition Non limitée des Parties  
au Protocole de Montréal relatif à des substances  
qui appauvrissent la couche d'ozone**

Vingt-quatrième réunion  
Genève, 13-16 juillet 2004  
Point 7 de l'ordre du jour provisoire \*

**Examen de la mise en œuvre et de l'application de la décision XV/3  
relative aux obligations des Parties à l'Amendement de Beijing en vertu  
de l'article 4 du Protocole de Montréal concernant les hydrochlorofluorocarbones**

**Décision XV/3 : Obligations des Parties à l'Amendement de Beijing au  
titre de l'article 4 du Protocole de Montréal en ce qui concerne les  
hydrochlorofluorocarbones**

**Note du secrétariat**

1. Le tableau ci-après énumère les Parties au Protocole de Montréal non visées à l'article 5 qui ont ratifié les Amendements de Copenhague et de Beijing au Protocole de Montréal. Dans la décision XV/3, les Parties ont décidé que l'expression « Etat non Partie au présent Protocole » figurant au paragraphe 9 de l'article 4 du Protocole désigne toute Partie non visée à l'article 5 qui n'a pas accepté d'être liée par les Amendements de Copenhague et de Beijing. Le tableau montre également les Parties qui ont soumis des informations au sujet de la ratification de l'Amendement de Beijing conformément à l'alinéa i) du paragraphe 1 c) de la décision XV/3 et du respect des articles 2, 2A et 2G et 4 du Protocole, tel qu'amendé par l'Amendement de Copenhague, conformément à l'alinéa ii) du paragraphe 1 c) de la décision XV/3, au 5 avril 2004. Le secrétariat transmettra les informations reçues au Comité d'application pour qu'il les examine lors de la réunion qu'il doit tenir du 17 au 19 juillet 2004. Toutes observations formulées par le Comité sur la base de ces informations et des données communiquées au secrétariat seront transmises à la seizième Réunion des Parties.
2. L'expression « Etat non Partie au présent Protocole » figurant au paragraphe 9 de l'article 4 ne s'applique pas aux Etats visés au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2016. La décision XV/3 est reprise en dessous du tableau par souci de clarté.

\* UNEP/OzL.Pro.WG.1/24/1/Rev.1.

## Parties aux Amendements de Copenhague et de Beijing non visées à l'article 5 – au 5 avril 2004

Parties non visées à l'article 5	Partie à l'Amendement de Copenhague	Partie à l'Amendement de Beijing	Données soumises conformément à la décision XV/3, paragraphe 1 c) iii)**		
			1 c) i)*	1 c) ii)* Article 2, 2A à 2G	1 c) ii)* Article 4
Allemagne	Oui	Oui			
Australie	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Autriche	Oui	Non			
Azerbaïdjan	Oui	Non			
Bélarus	Non	Non			
Belgique	Oui	Non			
Bulgarie	Oui	Oui			
Canada	Oui	Oui			
Communauté européenne	Oui	Oui			
Danemark	Oui	Oui			
Espagne	Oui	Oui			
Estonie	Oui	Oui			
Etats-Unis d'Amérique	Oui	Oui			
Fédération de Russie	Non	Non			
Finlande	Oui	Oui			
France	Oui	Oui			
Grèce	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Hongrie	Oui	Oui			
Irlande	Oui	Non			
Islande	Oui	Oui			
Israël	Oui	Oui			
Italie	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Japon	Oui	Oui			
Kazakhstan	Non	Non	Oui	Oui	Oui
Lettonie	Oui	Non			
Liechtenstein	Oui	Oui			
Lituanie	Oui	Non	Oui		
Luxembourg	Oui	Oui			
Monaco	Oui	Oui			
Norvège	Oui	Oui			
Nouvelle-Zélande	Oui	Oui			
Ouzbékistan	Oui	Non			
Pays-Bas	Oui	Oui			
Pologne	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Portugal	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
République tchèque	Oui	Oui			
Royaume-Uni	Oui	Oui			
Slovaquie	Oui	Oui			
Slovénie	Oui	Oui			
Suède	Oui	Oui			
Suisse	Oui	Oui			
Tadjikistan	Non	Non			
Turkménistan	Non	Non			
Ukraine	Oui	Non	Oui	Oui	Oui

### Décision XV/3. Obligations des Parties à l'Amendement de Beijing au titre de l'article 4 du Protocole de Montréal en ce qui concerne les hydrochlorofluorocarbones

*Affirmant* qu'elle fonctionne par consensus,

*Réaffirmant* l'obligation de réglementer la consommation d'hydrochlorofluorocarbones par les Parties à l'Amendement adopté par la quatrième Réunion des Parties au Protocole de Montréal à Copenhague le 25 novembre 1992 (l'« Amendement de Copenhague »),

*Réaffirmant* l'obligation de réglementer la production d'hydrochlorofluorocarbones par les Parties à l'Amendement adopté par la onzième Réunion des Parties au Protocole de Montréal à Beijing le 3 décembre 1999 (l'« Amendement de Beijing »),

*Demandant instamment* à tous les Etats qui ne sont pas encore Parties aux Amendements de Copenhague ou de Beijing de les ratifier, d'y adhérer ou de les accepter aussitôt que possible,

*Rappelant* qu'au 1er janvier 2004, les Parties à l'Amendement de Beijing ont accepté l'obligation, découlant du paragraphe 1 *quin* et du paragraphe 2 *quin* de l'article 4 du Protocole, d'interdire l'importation et l'exportation des substances réglementées du Groupe I de l'Annexe C (hydrochlorofluorocarbones) à partir ou à destination de tout « Etat non Partie au présent Protocole »,

*Notant* que le paragraphe 9 de l'article 4 du Protocole dispose que « aux fins du présent article, l'expression 'Etat non Partie au présent Protocole' désigne, en ce qui concerne toute substance réglementée, un Etat ou une organisation régionale d'intégration économique qui n'a pas accepté d'être lié par les mesures de réglementation en vigueur pour cette substance »,

*Notant également* que le paragraphe 8 de l'article 4 du Protocole autorise les Parties à l'Amendement de Beijing à importer et à exporter des hydrochlorofluorocarbones à partir ou à destination « d'un Etat non Partie au présent Protocole, à condition qu'une Réunion des Parties ait conclu que ledit Etat observe scrupuleusement les dispositions des articles 2, 2A à 2I et du présent article et qu'il a communiqué des données à cet effet comme cela est précisé à l'article 7 »,

*Tenant compte* du fait que la signification de l'expression « Etat non Partie au présent Protocole » peut faire l'objet de différentes interprétations en ce qui concerne les hydrochlorofluorocarbones par les Parties à l'Amendement de Beijing, étant donné que les mesures de réglementation relatives à la consommation d'hydrochlorofluorocarbones ont été adoptées dans l'Amendement de Copenhague alors que les mesures de réglementation concernant la production d'hydrochlorofluorocarbones ont été adoptées dans l'Amendement de Beijing,

*Tenant compte également* du fait que pour les Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole, aucune mesure de réglementation concernant la consommation ou la production d'hydrochlorofluorocarbones ne prendra effet au titre de l'Amendement de Copenhague ou de celui de Beijing avant 2016,

*Souhaitant* décider, dans ce contexte, de la pratique à suivre pour l'application du paragraphe 9 de l'article 4 du Protocole en établissant par consensus une interprétation unique de l'expression « Etat non Partie au présent Protocole » que les Parties appliqueront à l'Amendement de Beijing aux fins du commerce des hydrochlorofluorocarbones en vertu de l'article 4 du Protocole,

*Comptant* que les Parties à l'Amendement de Beijing importeront ou exporteront des hydrochlorofluorocarbones de façon que cela ne conduise pas à l'importation ou à l'exportation d'hydrochlorofluorocarbones à partir ou à destination de tout « Etat non Partie au présent Protocole » selon l'interprétation qui en est donnée dans le présent projet de décision, et convenant qu'il y a lieu d'évaluer les résultats de cette attente,

1. Que les Parties à l'Amendement de Beijing détermineront leurs obligations d'interdire l'importation et l'exportation de substances réglementées du Groupe I de l'Annexe C (hydrochlorofluorocarbones), s'agissant des Etats et des organisations régionales d'intégration économique qui ne sont pas Parties à l'Amendement de Beijing au 1er janvier 2004 conformément à ce qui suit :

a) L'expression « Etat non Partie au présent Protocole » figurant au paragraphe 9 de l'article 4 ne s'applique pas aux Etats visés au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole jusqu'au 1er janvier 2016, lorsque, conformément aux Amendements de Copenhague et de Beijing, les mesures de réglementation relatives à la production et à la consommation d'hydrochlorofluorocarbones prendront effet pour les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole;

b) L'expression « Etat non Partie au présent Protocole » s'applique à tous les autres Etats et organisations régionales d'intégration économique qui n'ont pas accepté d'être liés par les Amendements de Copenhague et de Beijing;

c) Reconnaisant, cependant, les difficultés concrètes imposées par les délais relatifs à l'adoption de l'interprétation précitée de l'expression « Etat non Partie au présent Protocole », le paragraphe 1 b) s'appliquera à moins qu'un tel Etat ait d'ici au 31 mars 2004 :

- i) Informé le secrétariat qu'il compte ratifier l'Amendement de Beijing, y adhérer ou l'accepter aussitôt que possible;
- ii) Certifié qu'il se conforme scrupuleusement aux articles 2, 2A à 2G et à l'article 4 du Protocole, tel qu'amendé par l'Amendement de Copenhague;
- iii) Soumis des données sur les alinéas i) et ii) ci-dessus au secrétariat, à actualiser le 31 mars 2005, auquel cas la définition d'« Etat non Partie au présent Protocole » ne s'applique pas à un tel Etat jusqu'à l'achèvement de la dix-septième Réunion des Parties;

2. Que le secrétariat transmettra les données reçues au titre du paragraphe 1 c) ci-dessus au Comité d'application et aux Parties;

3. Que les Parties examineront la mise en œuvre et l'application de la décision susmentionnée à la seizième Réunion des Parties, en tenant compte en particulier des observations relatives aux données soumises par les Etats d'ici au 31 mars 2004 au titre du paragraphe 1 c) ci-dessus que le Comité d'application pourrait formuler.